



**Avec tous les salariés du public et du privé, actifs et retraités tous unis.  
Les personnels administratifs de l'Éducation nationale  
en grève interprofessionnelle le 9 avril.**

### **L'austérité, c'est la crise**

Les politiques d'austérité successives entretiennent et aggravent la crise sociale dont les effets pèsent de plus en plus lourd sur les conditions de vie et de travail de toutes et tous.

Le pouvoir d'achat continue de baisser. Le chômage et la précarité augmentent. Les droits des salariés sont remis en cause à chaque occasion, comme récemment avec la loi Macron. La protection sociale est toujours plus menacée de nouveaux reculs. Et les inquiétudes fortes font place au doute en l'avenir.

L'insuffisance répétée des mesures catégorielles dégradent toujours davantage le pouvoir d'achat de toutes et tous, renforcée par le gel du point d'indice depuis 2010 !

Les carrières sont au ralenti depuis trop longtemps et les grilles indiciaires sont trop tassées pour permettre des déroulements reconnaissant effectivement le travail et l'investissement des personnels.

### **Il faut aussi renforcer le service public d'éducation !**

Le travail réalisé au quotidien par les personnels administratifs, les missions qui leur sont dévolues, sont essentiels au fonctionnement de l'éducation nationale.

Après les 8000 suppressions de postes administratifs des années précédentes, les quelques créations consenties ici et là depuis 2012 ne réparent en rien les dégâts causés dans les services et nombre d'établissements. Les personnels font face à une dégradation constante de leurs conditions de travail.

Dans ce contexte, les services publics doivent être renforcés, car ils sont les premiers outils de la solidarité, ceux qui garantissent l'accès et la gratuité des droits élémentaires pour tous. Pour les défendre, il faut leur donner les moyens de fonctionner.

La Réforme territoriale, et notamment les conséquences qu'elle pourrait avoir en termes de fusion d'académies et de mutualisation de services académiques à l'échelon des nouvelles régions, suscite l'inquiétude. Déjà les mutualisations / restructurations de service et d'agences comptables entraînent des suppressions de postes et des mutations forcées et tendent à réduire la proximité du service public.

### **Pour renforcer le service public d'éducation, il faut aussi améliorer la situation des personnels administratifs**

Le 9 avril, la CGT, FO, la FSU et Solidaires appellent ensemble à une journée de grève interprofessionnelle pour que, tous ensemble, les salariés du public et du privé, les actifs et les retraités, se mobilisent contre l'austérité.

### **Le SNASUB-FSU, le SPASEEN-FO, la CGT Educ'action appellent les personnels administratifs de l'éducation nationale à se mobiliser pour :**

- l'augmentation du pouvoir d'achat : par le dégel de la valeur du point d'indice et par des mesures compensatoires pour rattraper les pertes subies depuis des années ;
- l'amélioration de nos carrières et le renforcement des garanties statutaires ;
- la création de postes de titulaires en nombre suffisant pour améliorer les conditions de travail ;
- un plan de titularisation pour vraiment résorber vraiment la précarité ;
- l'arrêt des politiques d'austérité, renforcées par le Pacte de responsabilité et ses 54 milliards de réduction de dépenses publiques ;
- le maintien de tous les services déconcentrés et de tous les emplois pour garantir la proximité du service public ; Non à une réforme territoriale qui affaiblirait les services publics et dégraderait encore les conditions de travail.

**Pour l'amélioration de nos conditions de travail,**

**Pour l'augmentation de nos rémunérations,**

**Pour la défense du service public,**

**Le 9 avril toutes et tous en grève et dans les manifestations pour dire non à l'austérité !**